
Papouasie-Nouvelle-Guinée: les promesses manquées de l'industrie du bois sur la création de postes de travail

Il faudrait écrire davantage sur les promesses manquées de l'industrie du bois. Lorsque ces compagnies débarquent dans un pays, elles essayent de séduire ses habitants par l'argument que leur activité leur apportera du travail et de la formation.

Dans le cas de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), une enquête effectuée en mai 2001 par Joe Meava, responsable de l'information de la publication "Echoes from the Forest", sur des rapports d'exploitation illégale de bois à Pondo, dans la région d'Open Bay en Nouvelle Bretagne de l'Est, montre que la plupart des emplois créés (beaucoup moins nombreux que ce qu'on espérait) ont été remplis par des travailleurs étrangers. Ceux-ci manquent de permis légal pour occuper des postes qui, dans beaucoup de cas, pourraient être pris par des travailleurs papous.

D'après Forest Watch, un réseau de surveillance des forêts de la PNG: "Les informations diffusées montrent clairement que les compagnies d'exploitation forestière doivent être impliquées, soit dans une affaire trouble d'immigration illégale sur une grande échelle, soit dans une opération délictueuse de contrebande de personnes".

Au cours d'une visite de l'exploitation Joe Meava a remarqué que, sur les cinq pelleteuses qui ouvraient des chemins ou traînaient des troncs d'arbre hors de la forêt, quatre étaient conduites par des Asiatiques. Une seule était conduite par un natif de la Nouvelle Bretagne de l'Est.

Un jeune homme du village de Pondo lui a raconté qu'une de ses tâches, en tant qu'employé de la compagnie, était de maintenir les personnes "inutiles" hors du site de l'exploitation. D'après Meava, le jeune homme faisait allusion à des personnes dont les familles ou les clans n'étaient compris dans un aucun accord passé avec les exploitants. Son père était le chef d'un clan qui avait accepté de bon gré les activités de la compagnie dans son territoire. Sa part dans l'accord était que son fils fût employé comme garde de sécurité pour la répression de son propre peuple.

Suivant des documents officiels des compagnies, datant de l'an 2001, 17 entreprises forestières exportant du bois de grume pour une valeur conjointe de 50 millions de dollars (ce qui équivaut à un tiers des exportations de grumes de la PNG) emploient 468 travailleurs, dont 420 (environ 90% du total) ont des noms manifestement asiatiques, et qui proviennent, pour la plupart, de la Malaisie et l'Indonésie, mais aussi de la Chine continentale et les Philippines; tandis que 40 travailleurs à peine, soit 10% du total, portent des noms susceptibles d'être papous. Ce trafic d'immigrants si important peut devenir une source de conflits entre les travailleurs étrangers et nationaux.

L'enquêteur a souligné que, si dans les registres des 17 compagnies forestières figurent bien 27 arpenteurs, parmi leurs employés il n'y a pas d'experts en foresterie, ni de gestionnaires forestiers, ni de spécialistes de l'environnement, ni de biologistes. Il est également étonnant de constater qu'aucune des 17 entreprises n'enregistre d'infirmières ni de travailleurs de la santé, alors qu'elles affirment fournir des services de santé aux communautés rurales. L'information pourvue expose en outre l'exagération grossière des chiffres d'emploi affichés par l'industrie du bois (qui iraient de

10.000 à 15.000 postes de travail), comparés aux 468 employés figurant dans les listes des 17 compagnies.

Article basé sur des informations recueillies sur: "Logging compagny employment data: another example of forest industry corruption", 24 juin 2002, PNG Forest Watch, lukautimbus@global.net.pg; Echoes from the Forest 6: "Logging Employment and Jobs for Local People", 3 juin 2002, auteur Joe Meava, Responsable de l'information, 2002, PNG Eco-Forestry Forum, <http://forests.org/articles/reader.asp?linkid=12128>.